

DÉCLARATION

L'Europe a oublié les Droits Humains des Travailleurs du Sexe Migrants

IL EST TEMPS D'AGIR

Chaque jour, nous voyons comment les conséquences négatives de la pandémie du COVID-19 ont un impact disproportionné sur les personnes déjà vulnérables et celles qui sont en marge de la société. Les travailleurs du sexe migrants à travers l'Europe ont été témoins de niveaux croissants de pauvreté et d'exclusion, non seulement sur le plan social, mais aussi des services vitaux et du soutien accessibles à d'autres groupes de la société.

La stigmatisation à leur rencontre, et sa menace tangible pour leur bien-être et leurs droits humains fondamentaux, ont augmenté dans ce qui est devenu un environnement plus hostile et plus exclusif depuis le COVID-19. Bon nombre des défis auxquels sont confrontées les travailleuses du sexe migrantes ne sont pas nouveaux, mais la situation est désormais désespérée.

TAMPEP est un réseau de plus de 30 organisations dirigées à travers l'Europe qui se consacre à la promotion des droits de l'homme et de la santé des travailleurs du sexe migrants depuis 1993.

Tout le continent rapporte la dégradation de la situation et l'exclusion des travailleurs migrants suite aux conséquences de la COVID-19. Le soutien national et européen mis à la disposition d'autres groupes de la société n'a jamais été aussi nécessaire que maintenant envers les travailleurs du sexe et les organisations leur venant en soutien.

Cela s'est produit parallèlement aux tentatives continues de criminaliser l'industrie du travail du sexe et aux politiques migratoires hostiles, ce qui a entraîné de multiples formes de discrimination et des systèmes punitifs décourageant le soutien, encourageant un accès restreint aux services et des niveaux accrus de vulnérabilité.

Plutôt que de soutenir les travailleurs migrants, les mesures COVID-19 ont été utilisées pour promouvoir l'objectif de lutte contre le travail du sexe et de contrôle de la migration. Des exemples concrets incluent l'application de la loi utilisant l'évolution de la situation juridique pour cibler les travailleuses du sexe, le refus d'accès à la justice et l'augmentation de la violence et du harcèlement.

Lors de l'évaluation de l'impact de la crise sur les travailleurs migrants, plusieurs problèmes vitaux ont été mis en évidence dans les rapports sur les travailleurs du sexe migrants et dans leurs témoignages de première main à travers l'Europe:

Exclusion du soutien gouvernemental

Les migrants, avec et sans papiers, ont signalé des obstacles à l'accès au soutien du gouvernement, ce qui a conduit les travailleurs migrants à lutter pour maintenir un niveau de vie de base en termes de logement et d'alimentation. Les gouvernements à travers l'Europe n'ont pas fourni un soutien financier adéquat aux organisations du tiers secteur qui travaillent directement avec les travailleurs du sexe migrants et d'autres groupes marginalisés.

Risque accru d'exposition au COVID-19 et augmentation d'autres inégalités de santé

Les travailleurs migrants sont actuellement confrontés à un accès limité aux soins de santé, à des barrières linguistiques et à des situations de travail plus précaires, ce qui entraîne des taux plus élevés de pratiques dangereuses telles que les rapports sexuels non protégés. Les travailleuses du sexe ont été classées comme un groupe non-protecteur très vulnérable en raison de la nature en personne de leur travail. Les travailleurs migrants sont particulièrement vulnérables car les programmes de soutien de l'État, même dans les pays où le travail du sexe est légal, excluent souvent les migrants, malgré le fait que plus de 70% des travailleurs du sexe sont des migrants à travers l'Europe occidentale.

Situation sociale précaire et mobilité limitée

De nombreux travailleurs du sexe migrants étaient déjà vulnérables à des conditions de logement instables, à l'endettement et à l'isolement et la crise actuelle a considérablement exacerbé les problèmes. Dans les pays criminalisant où les travailleurs opèrent clandestinement, le risque de violence de la part des clients et des forces de l'ordre a augmenté en raison de la crise.

Ces problèmes sont aggravés par la mobilité limitée des migrants en raison des restrictions du COVID-19.

Stigmatisation et pressions psychologiques

Les travailleurs du sexe migrants traversent une crise résultant de la stigmatisation, de la discrimination, de l'insécurité financière et de l'isolement. Ces facteurs ont un impact grave sur le bien-être mental des travailleurs migrants. Lors de l'accès aux services ou à la justice, la stigmatisation reste le principal obstacle pour les travailleurs migrants.

Face à cette situation, les travailleurs du sexe migrants exigent que leurs droits humains soient respectés!

La diabolisation des travailleurs migrants et leur exclusion du processus démocratique ont remis en question leur capacité à défendre leurs droits; cependant, il ne peut plus y avoir d'attente.

Des vies sont en jeu.

TAMPEP, en coopération avec un réseau d'organisations de travailleuses du sexe et d'alliés à travers l'Europe, appelle tous les acteurs à s'unir et à exiger le changement.

Nous demandons à tous ceux qui voient une Europe juste et équitable, une Europe qui relève les défis du COVID, d'exiger que les droits des travailleurs du sexe migrants soient protégés et leur santé promue. Personne ne devrait se voir refuser ces nécessités de base, surtout en temps de crise.

NOS DEMANDES

À la lumière de cette réalité, nous, le réseau TAMPEP, appelons les individus et les organisations à soutenir les demandes de changement suivantes fondées sur les valeurs et la responsabilité juridique découlant de la Convention européenne des droits de l'homme.

- 1.** Garantir un accès sans obstacle aux services de santé et aux vaccins pour tous, y compris les travailleurs du sexe migrants et autres communautés potentiellement criminalisées, conformément aux recommandations de l'ONUSIDA
- 2.** Accès aux services publics et au financement sans pénalisation ni risque d'expulsion

- 3.** Cesser d'utiliser la réglementation relative à la pandémie pour arrêter, détenir, infliger amendes et expulser injustement les travailleurs du sexe migrants

- 4.** Veiller à ce que personne ne soit détenu en violation des conditions de visa pour un séjour prolongé pour des raisons liées au COVID-19 et libérer les personnes détenues en vertu des pouvoirs d'immigration afin de réduire le risque d'épidémie de COVID-19 et de catastrophe humanitaire

- 5.** Appliquer des politiques de migration inclusives et respectueuses des droits humains des travailleurs du sexe migrants tout en garantissant leur protection juridique

Les communautés de migrants, quel que soit leurs statut, ont droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne. Ils ont le droit de ne pas subir de discrimination et d'avoir un niveau de vie suffisant.

Pourtant, les travailleurs du sexe migrants ont été laissés pour compte par les gouvernements nationaux et les fonctionnaires européens - ils ne peuvent plus attendre.

Nous vous appelons à lutter contre l'injustice et à exiger une Europe où nous nous tenons par un code moral humain qui inclut les sociétés les plus vulnérables.

Nous vous demandons de soutenir notre appel à l'action.

Nous lançons une pétition pour demander aux individus et aux organisations de s'inscrire en signe de solidarité avec les sociétés les plus vulnérables.

La pétition jouera un rôle clé dans le lobbying des représentants des gouvernements européens et nationaux pour imposer un réel changement, garantissant la sécurité et les droits des travailleurs du sexe migrants.

La situation est critique, il faut agir!

Signez la pétition ici:

<https://tampep.eu/campaign>

Restez informé de la campagne

www.tampep.eu



[@tampepnetwork](https://www.facebook.com/tampepnetwork)



[tampep](https://twitter.com/tampep)